PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
Du Jeudi 6 Mars 2025 A 20H00 SOUS LA PRESIDENCE DE MR LE 1^{ER} MAIRE-ADJOINT , Romain FOËX

Présents : FOËX Romain, HONCZARUK Gérald, MERLET Noémie, CHAUMONTET Denis, JACCAZ Yan, PUZEL Jérémy, MERY Luc.

Excusés : _CHATAGNAT André Gilles (donne pouvoir à Mr Romain FOËX)
MANTILLERI Eric (donne pouvoir à Mme Noémie MERLET)
SUBLET Gaétan (sans pouvoir)

Non excusés: /

Mme MERLET Noémie désignée secrétaire.

Ordre du jour :

- **Vote du compte de gestion budget principal 2024**
- **Vote du compte de gestion budget eau 2024**
- **Vote du compte administratif budget principal 2024**
- **Vote du compte administratif budget eau 2024**
- **Tarif bail location du nouveau gîte d'étape**
- **Validation du projet de l'extension de l'école du Triolet**
- **Validation convention RGD RISNET Gestion avec la CCUR**
- **Urbanisme**
- **Intercommunalité**
- **Divers**

A 20h00, Monsieur le 1^{er} Maire-Adjoint, Romain FOËX ouvre la séance.

Le procès-verbal de la séance du 6 février 2025 est validé à l'unanimité.

Monsieur Le Maire-Adjoint ajoute avec l'aval des élus deux points à l'ordre du jour :
« Autorisation à demander des subventions pour aménagement du terrain » ; « Cdg74 : protection sociale complémentaire des agents ».

- **1. - Vote du compte administratif budget principal 2024**

Monsieur le Maire étant absent et excusé au moment du vote, le conseil municipal, réuni sous la présidence de Mr Romain FOËX, 1^{ER} Adjoint au maire,

délibérant sur le compte administratif de l'exercice dressé par A.-G. CHATAGNAT, Maire, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

1/ lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer sur l'annexe 1.

2/ Constate, aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeurs avec les indicateurs du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du

bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

3/ Reconnaît la sincérité des restes à réaliser annexés,

4/ Vote et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessous.

➤ **Après délibération, le Conseil municipal passe au vote :**

➤ **8 voix pour – 0 voix contre – 0 voix d'abstention**

➤ **reconnaît** la sincérité des restes à réaliser,

➤ **arrête** les résultats définitifs tels que résumés ci-après.

- **2. - Vote du compte administratif budget eau 2024**

Monsieur le Maire étant absent et excusé au moment du vote, le conseil municipal, réuni sous la présidence de Mr Romain FOËX, 1^{ER} Adjoint au Maire,

délibérant sur le compte administratif de l'exercice dressé par A.-G. CHATAGNAT, Maire, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

1/ lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer sur l'annexe 1.

2/ Constate, aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeurs avec les indicateurs du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

3/ Reconnaît la sincérité des restes à réaliser annexés,

4/ Vote et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessous.

➤ **Après délibération, le Conseil municipal passe au vote :**

➤ **8 voix pour – 0 voix contre – 0 voix d'abstention**

➤ **reconnaît** la sincérité des restes à réaliser,

➤ **arrête** les résultats définitifs tels que résumés ci-après.

- **3. - Vote du compte de gestion budget principal 2024**

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans les écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024 celui de tous les titres de recettes émis et celui de

tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans les écritures,

Après délibération, le Conseil municipal :

- **Passé au vote** : 9 voix pour – 0 voix contre – 0 voix abstention
- **Statue** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} Janvier 2024 au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- **Statue** sur l'exécution du budget de l'exercice 2024 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budget annexés ;
- **Statue** sur la comptabilité des valeurs inactives ;
- **Déclare** que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2024 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

- **4. - Vote du compte de gestion budget eau 2024**

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans les écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans les écritures,

Après délibération, le Conseil municipal :

- **Passé au vote** : 9 voix pour – 0 voix contre – 0 voix abstention
- **Statue** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} Janvier 2024 au 31 décembre 2024 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- **Statue** sur l'exécution du budget de l'exercice 2024 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budget annexés ;
- **Statue** sur la comptabilité des valeurs inactives ;
- **Déclare** que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2024 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

5. Tarif bail location du nouveau gîte d'étape

Monsieur le 1^{er} Maire Adjoint, Romain FOËX, demande aux élus de bien vouloir se positionner sur le tarif de location du nouveau gîte d'étape pour la gestion de celui-ci par Mme PROENCA Nathalie ayant le statut d'auto-entrepreneur.

Mr Romain FOËX propose d'établir un bail précaire de 7 mois pour la saison 2025 soit du 1^{er} avril 2025 au 31 octobre 2025 afin de pouvoir aider financièrement Mme PROENCA Nathalie dans son début d'activité. Pour cela, il fait lecture en détail du bail précaire à l'assemblée délibérante.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, avec 8 voix pour, 1 voix contre et 0 voix d'abstention

- **Charge** Mr le Maire de signer le bail précaire ainsi établi pour le nouveau gîte d'étape avec une tarification locative de 80€ par mois + 1€ par nuitée mensuelle.
- **Notifie** que le loyer sera révisable lors du prochain bail.

- **6. Validation du projet de l'extension de l'école du Triolet**

Vu la délibération n° DEL22_2023 en date du 04/12/2023 du SIVU CCM validant l'APD du projet de réhabilitation et agrandissement du groupe scolaire du Triolet,

Vu la délibération n° DEL15_2024 du 18/11/2024 du SIVU CCM validant le nouveau montant prévisionnel des travaux et le lancement de l'appel d'offres de travaux,

Vu la délibération n° DEL16_2024 du 19/12/2024 du SIVU CCM attribuant les lots de travaux,

Vu les statuts du SIVU CCM,

Considérant que les communes membres contribuent aux dépenses du syndicat autant en section d'investissement qu'en section de fonctionnement,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, avec 9 voix pour, 0 voix contre, 0 voix d'abstention,

- valide le montant de travaux selon l'attribution des lots soit 4 618 490.18 € HT (y compris les 4 lots infructueux),
- confirme la participation de la commune de Chaumont au financement des travaux, suivant l'appel de participation fait chaque année par le syndicat selon la répartition indiquée dans les statuts (cf. nb d'habitants INSEE).

- **7. Validation convention RGD RISNET Gestion avec la CCUR**

Ordre du jour reporté en attente de plus de détails dans le calcul de la part financière de la commune.

- **8. Autorisation à demander des subventions pour l'aménagement du terrain face au cimetière**

Monsieur Le 1^{er} Maire Adjoint, Mr Romain FOËX, rappelle aux élus que dans le cadre du projet d'aménagement du terrain communal récemment acquis face au cimetière, les élus avaient décidé le 02 mai 2024 de lancer une consultation pour la maîtrise d'œuvre : la validation de celle-ci a été faite le 18/07/2024 (délibération n°24.51) avec le cabinet VRD CONCEPTION AUVERGNE RHONE ALPES pour 17 500.00 € HT.

Pour avancer dans ce dossier, Mr le Maire Adjoint demande aux élus de l'autoriser à demander une subvention à la Région Auvergne Rhône Alpes et au Département de la Haute-Savoie.

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré, avec 9 voix pour, 0 voix contre et 0 voix d'abstention.**

- **Autorise** Mr le Maire Adjoint à demander une subvention à la Région et au Département de la Haute-Savoie pour l'aménagement du terrain face au cimetière.

Monsieur Le Maire-Adjoint aura aussi l'autorisation à consulter les organismes bancaires pour ce projet d'aménagement de terrain.

- **9. CdG74 : protection sociale complémentaire des agents**

Mandatement du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Haute-Savoie (CDG74) afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la santé

Le 1^{er} Maire Adjoint expose :

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique vient renforcer le dispositif relatif à la protection sociale complémentaire en instituant à compter du 1^{er} janvier 2025 en matière de prévoyance, et du 1^{er} janvier 2026 en matière de santé, une participation financière obligatoire des employeurs publics à des contrats d'assurances (labellisés ou issus d'une convention de participation) souscrits par leurs agents.

L'adhésion à une protection sociale complémentaire est facultative pour les agents.

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, prévoit une participation mensuelle minimale des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, des garanties de protection sociale complémentaire.

- Au titre des risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et les risques liés à la maternité, désignés sous la dénomination de risque « santé » ; La participation mensuelle des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, ne peut être inférieure à la moitié d'un montant de référence, fixé à 30 euros.
- Au titre des risques d'incapacité de travail, des risques d'invalidité et le cas échéant, liés au décès, désignés sous la dénomination de risque « Prévoyance » ; La participation mensuelle des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, des

garanties prévues à l'article 1er ne peut être inférieure à 20 % du montant de référence, fixé à 35 euros.

Le montant accordé par la collectivité peut être modulé selon le revenu ou la composition familiale de l'agent, dans un but d'intérêt social.

Cette participation peut être accordée soit au titre de contrats et règlements auxquels un label a été délivré, soit au titre d'une convention de participation.

La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale autorise, en son article 25 les centres de gestion à « conclure avec un des organismes mentionnés au I de l'article 88-2 une convention de participation dans les conditions prévues au II du même article ».

La conclusion d'une telle convention de participation doit intervenir à l'issue d'une procédure de mise en concurrence transparente et non discriminatoire prévue par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Haute-Savoie a décidé de mener, pour le compte des collectivités qui le demandent, une telle procédure de mise en concurrence afin de choisir un organisme compétent et conclure avec celui-ci, à compter du 1^{er} janvier 2026 et pour une durée de 6 ans, une convention de participation sur le risque « santé ».

A l'issue de cette procédure de consultation, la collectivité conserve l'entière liberté d'adhérer à cette convention de participation, en fonction des tarifs et garanties proposés. L'adhésion à de tels contrats se fera, au terme de l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, par délibération et après signature d'une convention avec le CDG74.

Le montant de la participation que la collectivité versera aux agents sera précisé à la signature de la convention, à l'issue du dialogue social qui a été engagé et après avis du comité social territorial du CDG.

APRES EN AVOIR DELIBERE,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 22 bis,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 25 et 33,

VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

VU l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique visant à renforcer le dispositif relatif à la protection sociale complémentaire en instituant à compter du 1er janvier 2025 en matière de prévoyance, et du 1er janvier 2026 en matière de santé, une participation financière obligatoire des employeurs publics à des contrats d'assurances (labellisés ou issus d'une convention de participation) souscrits par leurs agents.

VU l'avis du comité social territorial du CDG74,

VU la délibération du CDG74 en date du 12/02/2025 approuvant le lancement d'une démarche visant à conclure une convention de participation sur le risque « Santé » pour les employeurs territoriaux qui le souhaitent,

Considérant l'intérêt pour les agents d'une participation de l'employeur au financement de leur protection sociale complémentaire,

Considérant l'intérêt pour les employeurs de choisir la convention de participation pour participer à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Considérant l'intérêt de confier la procédure de mise en concurrence pour la conclusion de telles conventions au CDG74 afin de bénéficier notamment de l'effet de la mutualisation,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, avec 9 voix pour, 0 voix contre et 0 voix d'abstention

Article 1 : **souhaite** s'engager dans une démarche visant à faire bénéficier ses agents d'une participation financière à leur protection sociale complémentaire dans le cadre d'une convention de participation pour le risque « Santé »,

Article 2 : **mandate** le CDG74 afin de mener pour son compte la procédure de mise en concurrence nécessaire à la conclusion d'une convention de participation pour le risque « Santé »,

Article 3 : **mandate** le CDG74 afin de solliciter dans le cadre du risque « Santé » les régimes de retraite afin d'obtenir des statistiques relatives à la population retraitée qui sont « ... les données non nominatives relatives au sexe, à l'âge et au niveau moyen des pensions... »,

Article 4 : **s'engage** à communiquer au CDG74 les caractéristiques quantitatives et qualitatives de la population en cause,

Article 5 : **prend acte** que son adhésion à cette convention de participation n'interviendra qu'à l'issue de la procédure menée par le CDG74 par délibération et après convention avec le CDG74, étant précisé qu'après avoir pris connaissance des tarifs et garanties proposés, la collectivité aura la faculté de ne pas signer la convention de participation souscrite par le CDG74.

10. Urbanisme

Mme Noémie MERLET, adjointe, informe des avis d'urbanisme.

DECLARATIONS PREALABLES

- DP07406525X0003 : AVISUN 1453 route de St Jean
Panneaux photovoltaïques
ACCORD du 25 février 2025
- DP07406524X0026 : FAMILLE BECQUET 74 route de Chaumontet
Changement de destination, agricole vers artisanale
ACCORD du 27 février 2025

CERTIFICATS D'URBANISME

- CU07406525X0001 : Lieu-dit Les Plantées Parcelle B1142

DÉLIVRÉ le 20 février 2025

- CU07406525X0002 : Lieu-dit Les Plantées Parcelle B1140

DÉLIVRÉ le 20 février 2025

- CU07406525X0003 : Lieu-dit Sur LOBLAZ Parcelle A346

DÉLIVRÉ le 20 février 2025

11. Intercommunalité

SIVU du Triolet

Les travaux ont bien commencé sur le site. Une consultation des organismes bancaires est en cours pour le financement du projet.

SIV

Natura 2000, le comité de pilotage pour désigner la passation du dossier à la Région aura lieu le 13 mars prochain ; en plus de Luc Mery actuellement président du comité, un deuxième candidat à la co-présidence s'est présenté.

12. Divers

Auberge de Chaumont

L'association 1000 cafés a rendu sa synthèse aux élus et il en ressort quelques points à savoir :

- La grandeur de la salle de restaurant est un point négatif auquel cas une partie pourrait être transformée en une salle de réunion-séminaire louable : accord des élus.
- L'achat d'une chambre froide positive par la commune est validée par accord de principe des élus.
- La commune s'engage à aider à trouver un logement au nouveau gérant ou à ses employés sur le village.

Coupe de bois

L'entreprise Coforêt doit venir faire une coupe de bois dans le secteur de Vers Dannecy sur environ 10 hectares, en mars-avril. Pour respecter les consignes de coupe de bois dans le site Natura 2000 mais aussi dans le règlement intérieur des affouagistes, il a été demandé de reporter la coupe à l'automne. Le terrassement d'une place de retournement et le busage du fossé étant prévus sur une partie communale. Un état des lieux du chemin sera fait avant les travaux.

Moto-club de Chaumont

Le moto-club a fait une demande de dérogation pour ouvrir le terrain dans le cadre d'un stage de motocross avec Serge GUIDETTY, les samedi 3 et dimanche 4 mai 2025, ainsi que les jeudis fériés 8 et 29 mai 2025 tout en respectant les horaires pour le bruit.

L'assemblée donne son accord.

« A l'Est des Daines »

Une demande de l'association est faite aux élus quant à l'utilisation du four à pain communal pour des soirées pizzas mensuelles (le deuxième vendredi de chaque mois) en partenariat avec la boulangerie locale basée à Savigny – « Croq en Pâte ». Ce projet serait ouvert à tous les habitants de la commune et des alentours.

Les élus valident la demande de l'association en respectant des horaires définis ensemble et une mise en sécurité (barrières) sur la route des Roches.

La Fête des parents

Comme l'an dernier, les « papas et mamans » seront mis à l'honneur.

La fête des parents aura lieu cette année le samedi 24 mai 2025 à 11h au même endroit que l'an dernier, au jardin du Pressoir (chef-lieu du village). Un affichage sur les panneaux communaux et un message sur l'application Oyé-Oyé seront faits.

Eclairage public

Plusieurs remontées de lampes défectueuses sont listées et seront réparées prochainement.

L'ordre du jour étant épuisé à 22h40, Mr le 1^{ER} Maire-Adjoint lève la séance.

PROCHAINE REUNION DE CONSEIL : à définir

FOEX Romain

JACCAZ Yan

MERY Luc

HONCZARUK Gérald

CHAUMONTET Denis

MERLET Noémie

PUZEL Jérémy